

CHAMBRE DES COMMUNES,

Le JEUDI 4 mars 1948.

Le Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes, institué pour continuer et terminer l'étude de la Loi des Indiens (chapitre 98, S.R.C., 1927), et de toutes les autres questions à lui déferées, se réunit à 10 h. 30 du matin sous la présidence de M. D. F. Brown, député, coprésident.

Présents:

Sénat: Les honorables sénateurs Blais et Johnston.—2.

Chambre des communes: MM. Brown, Brunelle, Bryce, Blackmore, Case, Charlton, Church, Gariépy, Harkness, Matthews (*Brandon*), vice-président, MacLean, MacNicol, Raymond (*Wright*), Reid, Richard (*Gloucester*).—15.

Aussi présents: MM. C. W. Jackson, directeur de l'administration et du personnel au ministère des Mines et Ressources; R. A. Hoey, directeur de la Division des Affaires indiennes; W. M. Cory, service juridique, ministère des Mines et Ressources; D. H. Russell, Division des Affaires indiennes.

Le Comité entreprend l'examen de la Loi des Indiens et de ses modifications.

M. Church demande à être informé à une date ultérieure sur la question de savoir si les Indiens sont citoyens du Canada selon la loi de la citoyenneté canadienne.

Le président signale au Comité le besoin de faire un examen soigneux mais rapide de la Loi des Indiens afin de pouvoir présenter son rapport à la Chambre à une date ne dépassant pas le 15 mai prochain.

Suit une discussion sur la procédure à adopter pour l'étude de la révision de la Loi des Indiens.

Sur motion de M. Charlton,

Il est résolu: que le Comité s'ajourne jusqu'à mardi prochain afin de permettre aux fonctionnaires du ministère de préparer, pour l'usage exclusif du Comité, des copies miméographiées des modifications à la Loi que le ministère soumet à l'attention du Comité.

M. Jackson explique que ces suggestions ne comprennent pas les modifications sur lesquelles il est jugé nécessaire d'avoir l'avis du Comité.

Le président exprime l'espoir que, mardi prochain, le Comité aura l'aide de Me Lickers, avocat qui, aux deux dernières sessions, a occupé comme conseiller juridique du Comité; et aussi que, mercredi prochain, le président de la Commission du service civil et MM. C. W. Jackson et R. A. Hoey pourront être présents pour répondre aux questions que M. Harkness a posées mardi le 2 courant.

A 11 h. 45, le Comité s'ajourne pour se réunir de nouveau le mardi 9 mars à 10 h. 30 du matin.

Le secrétaire du Comité mixte,

T. L. McEVOY.